Sud

Solidaires, Unitaires, Démocratiques
Aubevoye le 10 Mars 2000. Numéro 11

Renault Guyancourt-Aubevoye

3 bis rue de la Grande Nour
78125 Orcenont
06.08.24.23.15 (Guyancourt)
06.82.45.48.18 (Aubevoye)

BIENTOT LE PRINTEMPS.....

A cette époque de l'année et des missions à l'étranger à plein pot, voyons un peu comment est mis en place l'aménagement du temps de travail dans les différents services du CTA.
En résumé et pour faire court : **pas question des 35 heures lors des missions !**

quelques détails quand même :

Pour le Service 648 ??

- Les heures dissimulées (dites supplémentaires) ne sont pas déclarées, elles sont pourtant nombreuses, bien plus de 46 h/semaine.
- Récupération des heures supplémentaires au bon vouloir de la hiérarchie.
- Et s'il existe des journées de récupération, elles ne sont évidemment pas déclarées. En cas de problème, que se passe-t-il au niveau de la sécurité sociale ?

Au service 648 ??

- Pas d'heures de roulage ou de voyage comptées.
- Les heures supplémentaires ne sont ni déclarées ni récupérées et les « missionnaires » travaillent bien plus de 46h/semaine (régulièrement plus de 10h/jour)
- Travail le samedi sans récupération de jours de congé.

Evidemment, comme il faut bien faire accepter cette complète illégalité, Renault « rémunère » les salariés de ce service qui partent à l'étranger avec une prime individuelle, sortie d'on ne sait quel chapeau, de 250 francs/jour travaillé.

Au service 648 ??

Les missions sont tout d'abord présentées comme une récompense de la part de la hiérarchie envers « un employé méritant ». Parti de là, on peut tout imaginer :

- Les salariés partent et reviennent de mission le week-end. Raison officielle : le prix du billet d'avion est moins cher le week-end (?!). Raison officieuse : on ne décompte pas la journée de voyage comme une journée de travail
- Le nombre d'heures supplémentaires effectuées est très important et il est interdit de les déclarer. Dans le meilleur des cas, elles sont récupérées au bon vouloir de la hiérarchie.

De plus, dans tous ces services, le dimanche, souvent non travaillé mais passé sur place quand même, ne peut être récupéré ou payé selon la législation. La Direction avance comme argument qu'il s'agit d'un « pack-mission » où les indemnités journalières sont sensées compenser ce désagrément.

Tout ceci n'est que la partie émergée de l'iceberg. Il existe certainement d'autres méthodes de travail illégales que nous ne connaissons pas (missions de nuit, par exemple).

Une fois ce petit tour des services effectué, on se demande ce que deviennent les 35 h de travail / semaine à l'année ? Beaucoup d'heures supplémentaires n'apparaissent évidemment nul part, et surtout pas sur les bordereaux de déclaration individuelle des horaires. Ni a fortiori, sur les comptes de l'URSSAF (d'où un gain évident pour Renault et une perte équivalente pour la sécu et les retraites). Au bout de quelques mois, alors qu'il n'a même pas encore été mis en place sur le CTA, l'accord ARTT est déjà bafoué.

On est vraiment loin de l'accord « gagnant-gagnant ». Est-ce avec ce type d'aménagement du temps de travail que Renault compte embaucher ?

Concernant ces missions à l'étranger, nous pensons qu'il est temps de mettre à plat toutes ces pratiques illégales et de rappeler le règlement afin qu'il soit appliqué à tous les services **sans disparité**. L'aménagement du temps de travail lors des missions doit lui aussi respecter les dispositions légales et conventionnelles. Ce qui amène obligatoirement à ne pas dépasser les 46 h de travail maximum par semaine, et forcément, à effectuer des semaines basses. Mais la Direction n'a pas l'air prête à être flexible en ce sens.

Par ailleurs, le silence actuel de la Direction à propos de l'aménagement du temps de travail au CTA, est plutôt inquiétant. Cependant, quelques expériences d'ARTT sont menées par différents chefs d'UET et nous vous en reparlerons très bientôt

Si besoin était et pour mémoire:

DECLARATION INDIVIDUELLE DE DUREE EFFECTIVE DU TRAVAIL (BORDEREAU)

Rappel des dispositions légales et conventionnelles:

En aucun cas l'horaire suivi par le salarié ne peut excéder:

10 heures de travail effectif par jour, sauf cas exceptionnel.

46 heures de travail effectif par semaine en horaire dit de « normale ».

48 heures de travail effectif par semaine pour les équipes.

44 heures de travail effectif en moyenne sur 12 semaines consécutives et glissantes pour tout horaire.

Le bordereau est destiné à l'inspection du travail et aux délégués du personnel du site, ces derniers ne se privant pas, à l'avenir, de le consulter. Les DP du site vous demandent de le **BOYCOTTER**, particulièrement lorsque votre hiérarchie vous demande d'emblée de mettre une croix dans toutes les cases (point 2 du mode opératoire). C'est le cas dans différents services pour lesquels la hiérarchie ne valide pas la déclaration de vos horaires réels.